

Lettre de Arnaud Wapler à Maurice Couve de Murville (Londres, 12 septembre 1962)

Légende: Le 12 septembre 1962, Arnaud Wapler, chargé d'affaires de France à Londres, adresse à Maurice Couve de Murville, ministre français des Affaires étrangères, un compte rendu sur la conférence des Premiers ministres du Commonwealth consacrée, notamment, au projet d'adhésion du Royaume-Uni à la CEE.

Source: Ministère des Affaires étrangères ; Commission de Publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume II: 1962, 1er juillet-31 décembre. Paris: Imprimerie nationale, 1999. p. 195-197.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_arnaud_wapler_a_maurice_couve_de_murville_londres_12_septembre_1962-fr-f284d9ef-425b-4edo-bd48-857cc94113e5.html



Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

Lettre de Arnaud Wapler à Maurice Couve de Murville (Londres, 12 septembre 1962)

T. nos 3439 à 3452.

Londres, 12 septembre 1962.

(Reçu : 21 h.)

La deuxième journée de la conférence des Premiers ministres du Commonwealth ⁽¹⁾ a été marquée par une série d'attaques très vives des membres les plus importants de ce groupement contre l'adhésion de la Grande-Bretagne, tout au moins aux conditions actuelles.

M. Diefenbaker ⁽²⁾ a pris la position la plus hostile et M. Holyhoake ⁽³⁾ la plus modérée, M. Menzies ⁽⁴⁾ s'attachant à se situer entre les deux ; MM. Nehru ⁽⁵⁾ et Ayoub Khan ⁽⁶⁾ ont, de leur côté, formulé des critiques et des réserves très nettes.

Le Premier ministre canadien a mis l'accent sur l'aspect politique du problème : selon lui, l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun affaiblirait le Commonwealth, réduirait le soutien que les États-Unis accordent à l'Europe pour sa défense et pousserait le Canada dans l'orbite américaine dont ce pays avait toujours cherché à se tenir à l'écart. Sur le plan économique, il a rappelé les promesses faites naguère encore par le gouvernement britannique de maintenir le système des préférences du Commonwealth et exprimé ses craintes sur le sort qui pourrait être réservé, en cas d'adhésion, aux exportations canadiennes de matières premières et notamment d'aluminium, ainsi que sur le contenu concret de la politique de prix et de production de la Communauté économique européenne. M. Diefenbaker n'a pas pour autant présenté de solution de rechange, se bornant à déclarer que si tout le monde était d'accord pour examiner des alternatives à l'adhésion, il aurait des idées à soumettre. Il a conclu qu'il était possible d'obtenir de meilleures conditions de la part des Six et qu'il faudrait poursuivre des consultations bilatérales étroites entre le Royaume-Uni et le Commonwealth dans la phase suivante des négociations ; enfin, et surtout, il a exprimé l'avis qu'il serait opportun de tenir une nouvelle conférence des Premiers ministres, une fois les négociations terminées.

Le Premier ministre néo-zélandais a, par contre, reconnu les « motifs pressants » qui peuvent pousser la Grande-Bretagne à rechercher l'adhésion, motifs aussi bien politiques qu'économiques. Mais d'un autre côté, il était obligé de reconnaître que les négociations de Bruxelles n'avaient pas encore apporté des sauvegardes adéquates pour les intérêts vitaux du Commonwealth et que les résultats obtenus jusqu'ici étaient trop vagues et trop généraux : or, il s'agit pour la Nouvelle-Zélande d'une question qui touche à son existence même ; un désastre économique l'attend à court terme, quelles que soient les promesses d'avantages à long terme, si la Grande-Bretagne adhère sans garanties sérieuses pour ce pays. En conclusion, M. Holyhoake a déclaré qu'il devait réserver pour le moment sa position sur le plan économique, mais que si, à la fin des négociations, les intérêts vitaux de son pays étaient préservés, il appuierait la participation de la Grande-Bretagne au Marché commun.

Le Premier ministre australien a reconnu également que la Grande-Bretagne pourrait tirer des avantages politiques de son adhésion, mais il a ajouté que les arguments économiques étaient moins clairs et qu'en tout état de cause, le Commonwealth aurait à payer une partie du coût initial sinon du coût final de l'opération ; M. Menzies a réclamé plus de précision sur le prix à payer, et demandé à nouveau que les exportations australiennes puissent bénéficier d'un accès élargi sur le marché européen. Plus critique que M. Holyhoake des arguments de M. Macmillan, M. Menzies n'a pas demandé cependant plus que son collègue néo-zélandais, c'est-à-dire des conditions meilleures sous forme de garanties d'accès.

M. Nehru a combattu l'argumentation de M. Macmillan sur les avantages politiques de l'adhésion en ce qui concerne le Commonwealth ; il estimait au contraire qu'elle aurait pour effet d'accroître la tension internationale, de porter ombrage au développement des pays pauvres et surtout d'impliquer la disparition du Commonwealth en tant que tel, « tout au moins tant que les conditions actuelles de l'adhésion n'auront pas été radicalement modifiées ». M. Nehru a rejeté d'autre part, sur le plan économique, les termes de l'accord intervenus à Bruxelles concernant son pays : les Six n'offraient pas à l'Inde une chance véritable

d'accroître ses exportations et l'adhésion de la Grande-Bretagne aurait pour effet de réduire l'apport de capitaux britanniques à l'Inde ; le Marché commun était animé dans une large mesure par de vieux concepts coloniaux: pourquoi par exemple, a-t-il dit, offrir un droit nul pour le jute brut, mais non pas pour les produits en jute ? M. Nehru a réclamé pour le moins un tarif nul sur les textiles indiens.

M. Ayoub Khan a défendu surtout les intérêts économiques de son pays, mais souligné que si les accords passés finalement entre la Grande-Bretagne et les Six causaient un dommage sérieux à l'économie du Pakistan, la confiance de ce pays dans la valeur des liens économiques avec le Royaume-Uni et la zone sterling s'en trouverait ébranlée. Il a demandé en conséquence que l'accord provisoire intervenu à Bruxelles soit amélioré sur plusieurs points : négociation immédiate des accords envisagés par l'application du tarif extérieur commun, en attendant leur conclusion ; rectification du déséquilibre des échanges entre le Pakistan et la communauté élargie ; abolition des restrictions quantitatives frappant les exportations pakistanaïses ; réduction ou élimination du tarif extérieur commun sur ces produits.

M. Goka, ministre des Finances du Ghana et représentant M. Nkrumah ⁽⁷⁾, a rejeté catégoriquement toute perspective d'association au Marché commun, tout en ajoutant que le Ghana ne s'opposait pas à l'entrée de la Grande-Bretagne, mais que celle-ci aurait des conséquences sérieuses pour son pays.

Le représentant de Ceylan s'est montré, par contre, relativement satisfait de l'accord provisoire intervenu jusqu'ici à Bruxelles, réclamant surtout des garanties pour les exportations d'huile de coco. Quant au Premier ministre de la Sierra Leone ⁽⁸⁾, il a déclaré qu'il était prêt, en principe, à examiner un statut d'association pour son pays.

La presse britannique de ce matin ne cache pas l'ampleur de l'effet provoqué par la plupart de ces déclarations et souligne notamment les positions hostiles prises sur le plan politique par M. Diefenbaker et M. Nehru. Elle mesure l'étendue et la violence des critiques, mais ne marque véritablement de surprise que devant la position de M. Nehru et, à moindre degré, devant celle de M. Ayoub Khan.

La presse cependant ne décèle aucun signe de fléchissement du Cabinet devant les attaques des anciens membres du Commonwealth qui seront sans doute relayés aujourd'hui dans leur attitude par plusieurs des membres nouveaux ; la plupart des journaux citent à cet égard les remarques désabusées du Premier ministre de la Jamaïque ⁽⁹⁾. «Tout cela, ce sont des mots, et ces discours ne servent à rien ; la Grande-Bretagne est absolument décidée à entrer et elle entrera, quoi que nous disions». Plusieurs commentateurs notent de leur côté que M. Macmillan paraît plus déterminé que jamais à ne pas s'incliner et la presse Beaverbrook ⁽¹⁰⁾ elle-même le constate avec dépit.

(Collection des télégrammes)

(1) La onzième conférence de presse des Premiers ministres du Commonwealth s'ouvrait le 10 septembre pour traiter des conséquences pour ce dernier d'une éventuelle adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun (*Année politique 1962* , p. 537-539)

(2) Diefenbaker (John) : Premier ministre canadien.

(3) Holyoake (K. J.) : Premier ministre néo-zélandais.

(4) Menzies (Robert) : Premier ministre australien.

(5) Nehru (Jawaharlal) : Premier ministre indien.

(6) Ayoub Khan (Mohammed) : président de la République du Pakistan.

(7) Nkrumah (Kwame) : président de la République du Ghana.

(8) Margai (sir Milton).

(9) Bustamente (sir Alexander).

(10) Ensemble de titres, le plus important étant le *Daily Express* , possédés par Max Aitken lord Beaverbrook, fervent partisan de l'Empire britannique et du libre échange, très hostile au Marché commun.